

Études internationales



Jacobsen, Carl G. *The Soviet Defence Enigma : Estimating Costs and Burden*. Oxford-Pipers, Oxford University Press-SIPRI, 1987, 207 p.

Jacques Fontanel

Volume 20, numéro 1, 1989

L'Arctique : ses dimensions économiques, politiques, stratégiques et juridiques

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/702482ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/702482ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (imprimé)

1703-7891 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Fontanel, J. (1989). Compte rendu de [Jacobsen, Carl G. *The Soviet Defence Enigma : Estimating Costs and Burden*. Oxford-Pipers, Oxford University Press-SIPRI, 1987, 207 p.] *Études internationales*, 20(1), 232–234.
<https://doi.org/10.7202/702482ar>

adopteront à l'égard de cette réforme qui remet en question les principes de la planification centralisée au profit d'une planification plus incitative: « Quelle sera l'attitude des militaires et des industriels de l'armement? Préféreront-ils garder leurs priorités dans le système actuel (légèrement réorganisé) ou considéreront-ils que l'inefficacité de la première économie n'est plus tolérable et que la « réforme radicale » est indispensable? De leur arbitrage dépendra la stabilité au pouvoir de M. Gorbatchev ou plutôt l'issue réelle de ses projets » (p. 121).

Jean-Christophe ROMER

Université de Paris I.

JACOBSEN, Carl G. *The Soviet Defence Enigma: Estimating Costs and Burden*. Oxford-Pipers, Oxford University Press-SIPRI, 1987, 207p.

Les dépenses militaires soviétiques ont toujours fait l'objet de débats très techniques, voire ésotériques, aux implications politiques considérables. Ainsi, en 1976, la décision de la CIA de doubler le coût en roubles de ses estimations de l'effort économique de défense de l'URSS a probablement facilité la justification du réarmement américain entrepris sous la présidence de Ronald Reagan. Derrière les chiffres se cachent aussi les intentions politiques et stratégiques. Le SIPRI, sous la responsabilité du Professeur Carl G. Jacobsen, vient d'éditer un ouvrage sur l'estimation des dépenses militaires soviétiques, important à la fois par la diversité des analyses qu'il présente et par la qualité incontestable de ses auteurs.

En introduction, Carl Jacobsen fait une présentation assez complète des définitions et des chiffres officiels des coûts de la défense soviétique. Il montre que les concepts statistiques ne sont pas très clairs

et que de nombreuses dépenses de défense échappent au budget proprement militaire tel qu'il est présenté en URSS. D'autre part, la plupart des estimations faites par les spécialistes occidentaux sont très contestables, notamment l'américanisation du budget soviétique qui fait comptabiliser le coût d'un conscrit soviétique qui reçoit moins de 100 dollars l'an au salaire annuel de 20 000 dollars d'un soldat américain. Les grandes lignes et principes des études de Rosefielde, Lee, Wiles, Steinberg, Nove, Duchêne sont énoncés, ainsi que leurs limites. Enfin, Jacobsen insiste sur les différences de tradition politico-militaire soviétique et anglo-saxonne. Les militaires sont des composantes intégrales et vitales de l'État soviétique, les Bolchéviques sont des soldats et l'armée rouge est composée de bolchéviques. Le secteur militaire fait, par définition, partie de l'élite nationale.

Gérard Duchêne et Dmitri Steinberg présentent ensuite, de la manière la plus simple possible, les spécificités de la comptabilité nationale soviétique (principalement, la distinction entre les secteurs productifs ou non-productifs, les unités économiques, les concepts de production, les prix et les subventions, les comptes du commerce extérieur, le produit national brut et le produit matériel net, la comparaison entre les agrégats de l'Est et de l'Ouest, la méthodologie de la CIA pour calculer le produit national soviétique, la place de la défense dans le revenu national, le revenu national et les données du budget de l'État, la consommation individuelle et collective, le fonds d'accumulation) qui sont utiles pour comprendre les analyses techniques de l'estimation des dépenses militaires.

Dmitri Steinberg estime les dépenses militaires soviétiques en reconstruisant les comptes nationaux de l'URSS. Après avoir présenté les recherches des économistes soviétiques eux-mêmes sur le sujet, recher-

ches trop méconnues dans les pays de l'Ouest, il cherche à déterminer où et comment les dépenses militaires sont camouflées dans les Tables de la Balance Économique Nationale. Il considère même que la production d'armes n'est comptabilisée nulle part. Il s'interroge aussi sur l'hypothèse (qu'il réfute pour les armes de consommation intérieure) de l'existence d'un profit dans les entreprises d'armement. Les résultats obtenus ne sont pas très différents de ceux publiés par la CIA et le fardeau de la défense est estimé à 15,3 % du Produit National Brut pour la période 1980-1984.

Peter Wiles considère que le Produit Matériel Net contient des dépenses militaires nettes, si l'on retient la définition officielle qui exclut les pensions et la science. Les armes sont incluses dans le Produit Social Brut. Au fond, Peter Wiles considère que les statisticiens soviétiques ne mentent pas, mais que les chiffres fournis ne sont jamais sous la forme désirée par les occidentaux pour mesurer le fardeau de la défense. L'analyse présentée est alors très comptable et technique, puisqu'elle se propose de mettre à jour des estimations des dépenses militaires de 1960 à 1975, avec une projection sur les années brejnéviennes, conduisant à l'hypothèse commentée d'un taux de croissance des dépenses militaires de l'ordre de 5 % l'an.

Pour Gérard Duchêne, l'analyse des dépenses militaires soviétiques n'a de sens qu'en relation avec un système de comptabilité générale de l'activité économique d'ensemble de l'URSS. Il souligne l'intérêt et les limites des méthodes de Steinberg et de la CIA, il met en évidence les difficultés particulières concernant l'estimation des agrégats économiques et des dépenses militaires et il propose une méthode d'estimation fondée sur la structure du Produit Matériel Net évitant les méthodes résiduelles trop sensibles aux erreurs. Il cher-

che à déterminer les composantes de la production des secteurs productifs qui sont en fait contrôlés par les institutions militaires. Ainsi, pour l'année 1984, il établit à 72 milliards de roubles les dépenses militaires soviétiques, soit encore 9,4 % du Produit National Brut. Par rapport aux estimations de la CIA, le fardeau de la défense est réduit de 50 % au moins, ce qui indique que la raison de l'écart n'est pas dans l'estimation différente du produit national brut mais la surévaluation américaine officielle du secteur de la défense soviétique.

Pour Kiichi Mochizuki, l'estimation des dépenses militaires soviétiques doit être faite à partir des Comptes Nationaux Soviétiques comme ils sont définis par Moscou, à travers trois canaux : les données de la production, des catégories de la demande finale et des dépenses finales. Pour 1984, il aboutit à une fourchette de 80,8 à 113 milliards de roubles pour les dépenses militaires, soit entre 10,7 et 15,6 % du Produit National Brut de l'URSS.

L'estimation des dépenses de R & D militaires soviétiques, entreprise par Mary Acland-Hood, est un prolongement des études déjà publiées par ce même auteur. Après une présentation rapide des méthodes actuellement disponibles, elle fournit plusieurs estimations à partir de méthodes améliorées. Elle aboutit à une fourchette de 5,8 à 11,3 milliards de roubles, avec une hypothèse maximale de l'ordre de 14,7 milliards de roubles, soit encore entre 8 à 17 % des dépenses militaires soviétiques totales. Ce qui, évidemment, n'est pas un résultat très satisfaisant.

David R. Jones analyse l'évolution du fardeau militaire dans l'histoire de la Russie, depuis 1680 jusqu'à 1914.

Enfin, Alec Nove conclut ce texte riche par quelques commentaires bienvenus, notamment sur l'absurde hypothèse de la CIA

estimant à 95 % la part militaire de la R & D soviétique totale. Au fond, les raisons de cette mauvaise connaissance des dépenses militaires sont nombreuses: différences de méthodologie, qualité incertaine des statistiques et de leur interprétation, coût réel des ressources, systèmes de prix différents, camouflages d'informations gênantes, etc...

Cet ouvrage est évidemment fondamental pour tous les spécialistes de la question. Il ne s'adresse pas à un large public, car sa lecture sans être jamais ardue n'en est pas moins exigeante, compte tenu de ses développements techniques. Cependant, s'il n'est pas sûr que la plupart des lecteurs soient mieux informés sur l'effort réel de défense engagé par l'URSS à la fin de cet ouvrage, ils sauront pourquoi les estimations sont aussi divergentes et ils comprendront les difficultés de mise en œuvre d'une réduction proportionnelle des dépenses militaires mondiales dans le cadre d'un accord de désarmement. Enfin, il s'agit d'un ouvrage rare, en ce sens qu'il permet aux spécialistes français, britanniques, japonais et canadiens de s'exprimer dans un domaine habituellement monopolisé par les recherches financées par le Gouvernement des États-Unis.

Jacques FONTANEL

*U.F.R. – Faculté des sciences économiques
Université de Grenoble*

RELATIONS INTERNATIONALES DU CANADA ET DU QUÉBEC

FINCH, Ron. *Exporting Danger. A History of the Canadian Nuclear Energy Export Programme*, Montréal, Black Rose Books, 1986, 240p.

L'évolution à la fois rapide et mystérieuse de la technologie nucléaire, depuis

la fin du second conflit mondial, est le type même du secret mal gardé. Jamais une percée scientifique n'a connu un développement aussi spectaculaire, jamais prévisions scientifiques n'ont été à ce point déjouées. Dans le nucléaire, rien ne s'est passé comme prévu. L'URSS ne devait jamais posséder la bombe, elle la développa en 1949. L'Europe était à genoux, et pourtant elle développa sa propre filière militaire et civile. Le tiers monde n'existait même pas; or en 1971, l'Inde fit exploser sa bombe et, de nos jours, tout le monde sait qu'Israël et l'Afrique du sud en disposent également. Les applications de l'atome se retrouvent dans plus de 20 pays malgré le Traité de non-prolifération nucléaire. Où va-t-on dans ce domaine? On ne sait trop.

Pour avoir participé de près à l'effort de guerre, le Canada est mis dans le secret des dieux et, la paix revenue, il met au point sa propre filière qui fonctionne à l'eau lourde ou deutérium, un isotope de l'hydrogène, et à l'uranium léger. D'où le sigle CANDU (Canadian Deuterium Uranium). Finch retrace cette époque fondatrice avec l'essor d'Énergie atomique du Canada Ltée (EACL), qui devient un « fief » gardé, échappant à tout contrôle de la part des élus, puis les projets d'implantation électro-nucléaire en Ontario, au Québec et au Nouveau-Brunswick. C'est de loin Hydro-Ontario qui va le plus loin dans les implantations avec plus de douze réacteurs installés, grâce à la collaboration d'EACL.

La consolidation de ce vaste complexe scientifique et technologique exige cependant l'ouverture d'un marché important. Celui-ci est limité au Canada. On s'oriente donc, en toute logique, vers un programme d'exportation de cette technologie. D'abord un accord de coopération nucléaire entre le Canada et l'Inde en 1955 amène la construction du réacteur CIRUS, un beau cadeau des contribuables canadiens à l'Union indienne, dans le cadre du programme Co-